

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

7 NOVEMBRE 2013

Proposition de résolution relative aux Jeux olympiques d'hiver en Russie

(déposée par M. Benoit Hellings
et Mme Mieke Vogels)

DÉVELOPPEMENTS

Les Jeux olympiques d'hiver se dérouleront du 7 au 23 février 2014 dans la ville russe de Sotchi située au bord de la mer Noire.

Au cours des dernières semaines et des derniers mois, on a vu circuler des images horribles de jeunes attirés dans un *guet-apens* par des extrémistes violents afin de les rouer de coups et de leur infliger de cruelles humiliations. Le président Vladimir Poutine porte une lourde responsabilité en la matière. Le climat anti-homosexuel qu'il a créé, notamment par le biais d'initiatives législatives, nourrit la violence anti-homosexuelle. Depuis peu, en Russie, un enseignant ou un citoyen ne peut plus affirmer que l'homosexualité n'a rien d'anormal. La Douma, le Parlement russe, a adopté une loi contre la « propagande homosexuelle ». Une autre loi empêche que des enfants russes puissent être adoptés dans les pays où le mariage homosexuel est reconnu. Et au mois de juin 2013, le président Poutine a donné sa bénédiction à une loi demandant aux agents de police d'arrêter les touristes et les étrangers qu'ils soupçonnent d'être homosexuels ou favorables aux homosexuels, et de les détenir pendant une durée maximale de quatorze jours.

Cette dernière loi a été adoptée six mois à peine avant le déroulement des Jeux olympiques d'hiver en Russie. Contrairement à ce que prétend le Comité international olympique (CIO), tout sportif participant aux Jeux olympiques ou toute personne venant assister aux Jeux qui est homosexuel ou soupçonné de l'être peut, en vertu de cette loi, être incarcéré dans une prison russe.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

7 NOVEMBER 2013

Voorstel van resolutie betreffende de Olympische Winterspelen in Rusland

(ingediend door de heer Benoit Hellings
en mevrouw Mieke Vogels)

TOELICHTING

Van 7 tot en met 23 februari 2014 worden de Olympische Winterspelen gehouden in de Russische stad Sotsji aan de Zwarte Zee.

De voorbije weken en maanden circuleerden gruwelijke beelden van jongeren die door gewelddadige extremisten naar een afspraakje gelokt worden, waarna ze gruwelijke vernederd worden en klappen krijgen. President Vladimir Poetin draagt hierin een zware verantwoordelijkheid. Het antihomoklimaat dat hij, onder andere via wetgevende initiatieven, creëert, voedt het anti-homo geweld. Sinds kort kan een leerkracht of burger in Rusland niet langer zeggen dat er niks mis is met homoseksualiteit. De Doema, het Russische parlement, nam een wet aan tegen « homoseksuele propaganda ». Een wet verhindert dat Russische kinderen geadopteerd kunnen worden in landen waar het homohuwelijk erkend is. En in juni 2013 gaf president Poetin zijn zegen aan een wet die politieagenten opdraagt om toeristen en buitenlanders waarvan zij vermoeden dat ze homoseksueel, lesbisch of « pro-homo » zijn, te arresteren en gedurende maximaal veertien dagen vast te houden.

Die laatste wet kwam er amper zes maanden voor in Rusland de Olympische Winterspelen doorgaan. In tegenstelling tot wat het Internationaal Olympisch Comité (IOC) zegt, kan onder deze wet elke Olympische sporter of bezoeker aan de Olympische Spelen die homo is of daarvan verdacht wordt, in een Russische gevangenis terecht komen. Het IOC zegt « van de hoogste Russische

Le CIO affirme avoir reçu des garanties des plus hautes autorités russes que la loi ne touchera pas les personnes qui se rendront en Russie pour les Jeux.

La tenue des Jeux olympiques n'améliorera pas sensiblement la vie des hōlebis. Les garanties de la Russie font dès lors fortement penser aux garanties qu'avait offertes la Chine en matière de liberté de la presse et d'accès à l'Internet au cours des Jeux olympiques qui y ont été organisés. Contrairement à ce qu'affirmait le Comité olympique avant les Jeux, l'organisation des Jeux olympiques en Chine n'a apporté aucune forme de liberté durable de la presse en Chine.

Les lois anti-homosexuelles sont symptomatiques de la dégradation de la société civile démocratique ainsi que des droits et libertés en Russie.

Après l'élection de Vladimir Poutine à la présidence en mai 2012, l'espace démocratique s'est à nouveau réduit en Russie. Au cours de la première année de son mandat, le gouvernement russe s'en est pris à la société civile avec une brutalité sans précédent dans l'ère post-soviétique. Les autorités russes ont promulgué un certain nombre de lois restrictives et intimidé les activistes politiques. Différents activistes politiques ont été placés en détention. L'autorité russe s'est immiscée dans le travail d'organisations non gouvernementales (ONG) et a dépeint les critiques comme des ennemis clandestins. Dans un rapport publié en avril 2013, *Human Rights Watch* (HRW) prévient que l'autorité russe menace, par ses actions, la viabilité de la société civile russe.

Le rapport annuel 2013 d'*Amnesty International* précise ce qui suit au sujet de la Russie :

« Le pouvoir a répondu par la répression à la montée de la contestation politique pacifique. De nouvelles lois limitant les droits à la liberté d'expression, de rassemblement et d'association ont été adoptées. Les défenseurs des droits humains, les journalistes et les juristes étaient toujours en butte à des actes de harcèlement, mais les enquêtes menées sur les agressions parfois violentes dont certains d'entre eux ont été victimes n'ont donné aucun résultat. La torture et les autres formes de mauvais traitements constituaient toujours une pratique courante, et les auteurs de tels actes étaient rarement traduits en justice. Les procès n'étaient pas conformes aux normes internationales d'équité et les jugements manifestement inspirés par des considérations politiques se sont multipliés. Le nord du Caucase restait en proie à l'insécurité et à l'instabilité et les opérations menées en réaction par les forces de sécurité ont été entachées de violations

autorités garanties gekregen te hebben dat de wet niet diegenen zal treffen die de Spelen zullen bijwonen ».

De komst van de Olympische Spelen zal het leven van hōlebi's niet wezenlijk verbeteren. De garanties van Rusland doen dan ook sterk denken aan de garanties die China bood om de persvrijheid en toegang tot internet te garanderen tijdens de Olympische Spelen. De Olympische Spelen in China hebben, in tegenstelling tot wat het Olympisch Comité voor de spelen poneerde, geen enkele vorm van duurzame persvrijheid gebracht in China.

De antihomowetten zijn symptomatisch voor de verslechtering van het democratisch middenveld en de rechten en vrijheden in Rusland.

Na de verkiezing van Vladimir Poetin in mei 2012 tot president werd de democratische ruimte in Rusland opnieuw kleiner. In zijn eerste ambtsjaar als president trad de Russische regering op tegen het maatschappelijk middenveld met een hardhandigheid die ongezien was in het post-Sovjet-tijdperk. De Russische overheden voerden een reeks beperkende wetten in en intimideerden politieke activisten. Verschillende politieke activisten werden gedetineerd. De Russische overheid bemoeide zich met het werk van niet-gouvernementele organisaties (NGO), en schilderde critici af als clandestiene vijanden. Met haar acties bedreigt de Russische overheid daardoor de levensvatbaarheid van de Russische civiele samenleving, zo waarschuwt *Human Rights Watch* (HRW) in een rapport van april 2013.

Het Jaarrapport van *Amnesty International* 2013 schrijft over Rusland :

« *Le pouvoir a répondu par la répression à la montée de la contestation politique pacifique. De nouvelles lois limitant les droits à la liberté d'expression, de rassemblement et d'association ont été adoptées. Les défenseurs des droits humains, les journalistes et les juristes étaient toujours en butte à des actes de harcèlement, mais les enquêtes menées sur les agressions parfois violentes dont certains d'entre eux ont été victimes n'ont donné aucun résultat. La torture et les autres formes de mauvais traitements constituaient toujours une pratique courante, et les auteurs de tels actes étaient rarement traduits en justice. Les procès n'étaient pas conformes aux normes internationales d'équité et les jugements manifestement inspirés par des considérations politiques se sont multipliés. Le nord du Caucase restait en proie à l'insécurité et à l'instabilité et les opérations menées en réaction par les forces de*

« systématiques des droits humains, perpétrées avec une quasi totale impunité. »

La diplomatie belge exprime, elle aussi, son inquiétude, ainsi qu'il est encore ressorti du *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review*, publié en juillet 2013 :

« 110. La Belgique s'est dite inquiète au sujet des ONG et des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Elle a demandé quelles mesures étaient envisagées pour empêcher qu'une nouvelle loi n'impose des obstacles financiers ou administratifs aux ONG. »

La Belgique a fait mentionner les recommandations suivantes à l'adresse de la Russie :

« 140.88 Abroger les lois et règlements régionaux qui favorisent et tolèrent la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et s'abstenir d'adopter des lois similaires au niveau fédéral, et prendre des mesures pour prévenir l'application arbitraire de la réglementation existante au détriment des droits des LGBT, notamment de leur droit à la liberté d'expression et de leur droit de réunion pacifique (Belgique) ;

140.172 Abroger ou assouplir la loi portant modification de certaines lois de la Fédération de Russie sur la réglementation des activités des organisations à but non lucratif exerçant des fonctions d'agents étrangers (Belgique) ; ».

En outre, nous exprimons nos préoccupations au sujet des conditions de travail des travailleurs migrants qui construisent l'infrastructure sportive à Sotchi.

Un rapport de HRW publié en février 2013 a révélé l'exploitation de ces travailleurs migrants, affirmant que les autorités et les entreprises russes ne sont pas en mesure ou pas disposées à garantir les droits fondamentaux des travailleurs migrants actifs sur le site olympique.

« Les travailleurs migrants ont déclaré que leurs employeurs les avaient soumis à diverses formes d'abus et d'exploitation comme le paiement partiel des salaires, des retards excessifs dans le paiement des salaires et, dans certains cas, l'absence totale de paiement des salaires ; la rétention des documents d'identité comme les passeports et les permis de travail ; l'absence de contrats de travail ou le manquement au respect des modalités d'un contrat ainsi que l'obligation de réaliser un nombre excessif d'heures de travail et l'insuffisance

sécurité ont été entachées de violations systématiques des droits humains, perpétrées avec une quasi totale impunité. »

Ook de Belgische diplomatie uit haar ongerustheid, zo bleek in juli 2013 nog uit het *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review* :

« 110. La Belgique s'est dite inquiète au sujet des ONG et des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Elle a demandé quelles mesures étaient envisagées pour empêcher qu'une nouvelle loi n'impose des obstacles financiers ou administratifs aux ONG. »

België liet volgende aanbevelingen noteren aan het adres van Rusland in het rapport :

« 140.88 Abroger les lois et règlements régionaux qui favorisent et tolèrent la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et s'abstenir d'adopter des lois similaires au niveau fédéral, et prendre des mesures pour prévenir l'application arbitraire de la réglementation existante au détriment des droits des LGBT, notamment de leur droit à la liberté d'expression et de leur droit de réunion pacifique (Belgique) ;

140.172 Abroger ou assouplir la loi portant modification de certaines lois de la Fédération de Russie sur la réglementation des activités des organisations à but non lucratif exerçant des fonctions d'agents étrangers (Belgique) ; ».

Bovendien uiten wij onze bekommernis om de arbeidsomstandigheden van de migrantenwerkers die de sportinfrastructuur bouwen in Sotsji.

Een rapport van HRW van februari 2013 legde de uitbuiting van deze migrantenwerkers bloot en stelt dat Russische autoriteiten en bedrijven niet bij machte of onwillig zijn, om de basisrechten van de migrantenwerkers aan de Olympische site te garanderen :

« Les travailleurs migrants ont déclaré que leurs employeurs les avaient soumis à diverses formes d'abus et d'exploitation comme le paiement partiel des salaires, des retards excessifs dans le paiement des salaires et, dans certains cas, l'absence totale de paiement des salaires ; la rétention des documents d'identité comme les passeports et les permis de travail ; l'absence de contrats de travail ou le manquement au respect des modalités d'un contrat ainsi que l'obligation de réaliser un nombre excessif d'heures de travail et l'insuffisance

des temps de repos. Les logements mis à disposition par l'employeur étaient souvent surpeuplés et les repas fournis par l'employeur étaient déséquilibrés. Dans plusieurs cas signalés par *Human Rights Watch*, les employeurs exerçaient des représailles à l'encontre des travailleurs migrants qui protestaient contre les abus en les dénonçant aux autorités, cette dénonciation donnant lieu à leur expulsion de Russie. »

Enfin, les préoccupations environnementales vont croissantes depuis la désignation de Sotchi comme ville hôte des XXII^e Jeux olympiques d'hiver. L'organisation de jeux d'hiver dans un lieu qui ne possède pas naturellement de neige ne devrait pas être concevable. Les rapports de nombreuses ONG et d'organisations internationales comme celui du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en 2010 dénoncent, entre autres, l'impact négatif des différents projets sur la faune et la flore, l'absence d'étude sur les conséquences pour la vallée Mzinta, notamment d'un point de vue hydrique et sur le fonctionnement de ses écosystèmes, l'absence d'études cumulatives sur les conséquences des différents projets en cours de réalisation sur les écosystèmes et la population locale, le non-agrandissement du parc national de Sotchi, l'absence de création de nouvelles zones protégées, en particulier le long de la côte de la mer Noire, qui abritent des zones humides de première importance pour les oiseaux migrateurs et la biodiversité locale.

Les Jeux olympiques offrent à la Russie une vitrine lui permettant de faire étalage de son essor économique et de ses atouts commerciaux. Les relations commerciales ne peuvent toutefois masquer le fait que la politique russe en ce qui concerne les droits et les libertés de l'homme, l'État de droit et la politique internationale a des effets désastreux au niveau humain.

De même, les constructions débridées qui nient les problématiques environnementales les plus simples nuisent à l'environnement et à la population locale qui voit faune et flore disparaître sous les nouvelles infrastructures sportives, hôtelières et de transport.

C'est pourquoi la présente résolution recommande notamment que les membres du gouvernement belge, les diplomates et les hauts responsables, comme par exemple les membres de la Famille royale, n'assistent pas à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, à moins que les autorités russes ne soient à même de présenter des améliorations notables en matière de respect de l'environnement, des droits de l'homme et de la liberté d'expression, de justice équitable et de

des temps de repos. Les logements mis à disposition par l'employeur étaient souvent surpeuplés et les repas fournis par l'employeur étaient déséquilibrés. Dans plusieurs cas signalés par Human Rights Watch, les employeurs exerçaient des représailles à l'encontre des travailleurs migrants qui protestaient contre les abus en les dénonçant aux autorités, cette dénonciation donnant lieu à leur expulsion de Russie. »

Tot slot nemen de milieubezwaren hand over hand toe sinds Sotsji werd aangewezen als gaststad van de XXII^e Olympische Winterspelen. Winterspelen houden op een plek waar nooit natuursneeuw valt, zou niet eens mogen worden overwogen. In de rapporten van talloze ngo's en internationale organisaties, zoals dat van het Milieuprogramma van de Verenigde Naties (UNEP) voor 2010, wordt onder meer de alarmbel geluid omtrent de negatieve gevolgen van de verschillende projecten voor fauna en flora, het ontbreken van een impactonderzoek voor de Mzinta-vallei, meer bepaald wat de watervoorziening en de werking van de ecosystemen betreft, het ontbreken van cumulatief onderzoek naar de effecten van de verschillende projecten in uitvoering op de ecosystemen en de lokale bevolking, de niet-uitbreiding van het Nationaal Park Sotsji, het ontbreken van nieuwe beschermde gebieden, meer bepaald langs de Zwarte Zee, waar watergebieden liggen die cruciaal zijn voor trekvogels en de lokale biodiversiteit.

De Olympische Spelen bieden Rusland een platform om de aandacht te vestigen op zijn economische vooruitgang en commerciële troeven. De handelsbetrekkingen mogen echter niet verhullen dat het Russische beleid inzake de rechten en vrijheden van de mens, de rechtstaat en het internationaal beleid rampzalige gevolgen heeft op menselijk vlak.

Evenzo is de ongebreidelde bouwwoede waarbij de meest eenvoudige milieuvraagstukken over het hoofd worden gezien, nefast voor zowel het milieu als de plaatselijke bevolking, die moet toezien hoe de nieuwe sport-, hotel- en verkeersinfrastructuur de bestaande fauna en flora versmacht.

Daarom strekt deze resolutie onder andere tot aanbeveling dat Belgische regeringsleden, diplomaten en hoge gezagsdragers zoals bijvoorbeeld de leden van de Koninklijke Familie, wegblijven van de openingsceremonie van de Olympische Spelen, tenzij de Russische overheden waarneembare verbeteringen kunnen voorleggen op het vlak van respect voor het milieu, de mensenrechten en vrije meningsuiting, billijke rechtspraak en het bestrijden van mensenrechtenschendingen en

lutte contre les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre à l'étranger. C'est également pourquoi la présente résolution recommande que les dirigeants du gouvernement belge, les diplomates et les hauts responsables soutiennent, notamment par leur présence, avant, durant ou après les jeux d'hiver, les manifestations et les événements de la société civile russe en faveur de la défense des holebis, des travailleurs migrants, de l'environnement ou des droits de l'homme en général.

Benoit HELLINGS.
Mieke VOGELS.

oorlogsmisdaden in het buitenland. Om diezelfde reden beveelt deze resolutie aan dat Belgische regeringsleiders, diplomaten en hoge gezagsdragers voor, tijdens of na de Winterspelen manifestaties en evenementen in het Russische middenveld ter verdediging van holebi's, migrantenwerkers, het milieu of de mensenrechten in het algemeen steunen, onder meer door hun aanwezigheid.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. considérant que les Jeux olympiques d'hiver de 2014 seront organisés à Sotchi ;

B. considérant que les droits de l'homme et l'État de droit ne sont pas respectés en Russie ;

C. vu les mauvaises conditions de travail auxquelles sont exposés les travailleurs migrants sur le site olympique ;

D. considérant les principes fondamentaux de la Charte olympique, en particulier l'article 6 relatif à la non-discrimination :

« Toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne fondée sur des considérations de race, de religion, de politique, de sexe ou autres est incompatible avec l'appartenance au Mouvement olympique »

et l'article 2 relatif à la dignité humaine :

« Le but de l'Olympisme est de mettre le sport au service du développement harmonieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine. » ;

E. considérant l'absence de réflexion environnementale au sense large dénoncé de longue date par de nombreux rapports internationaux,

Demande au gouvernement :

1. d'appeler d'urgence les autorités russes à améliorer, dans les prochains mois, de façon rapide et sensible, la situation en matière de respect des droits de l'homme et de liberté d'expression ; à enquêter activement sur les attaques violentes dont ont été victimes des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des avocats ; à poursuivre en justice les pratiques de maltraitance et de torture ; à lutter contre les jugements politiquement motivés lors des procès ; à satisfaire aux critères internationaux concernant une jurisprudence équitable et à mettre un terme au soutien qu'apporte la Russie aux violations des droits de l'homme et aux crimes de guerre à l'étranger, en fournissant par exemple des armes au régime syrien ;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. weet dat de Olympische Spelen in de winter van 2014 worden georganiseerd in Sotsji ;

B. beseft dat de mensenrechten en de rechtstaat in Rusland worden geschonden ;

C. heeft weet van de slechte arbeidsomstandigheden waarin migrantenarbeiders werken aan de Olympische site ;

D. herinnert aan de fundamentele principes van het Olympisch handvest, in het bijzonder artikel 6 met betrekking tot non-discriminatie :

« Toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne fondée sur des considérations de race, de religion, de politique, de sexe ou autres est incompatible avec l'appartenance au Mouvement olympique »

en artikel 2 met betrekking tot de menselijke waardigheid :

« Le but de l'Olympisme est de mettre le sport au service du développement harmonieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine. » ;

E. herinnert aan het gebrek aan aandacht voor de milieuproblematiek in ruime zin, dat al geruime tijd in tal van internationale rapporten wordt aangeklaagd,

Vraagt de regering :

1. de Russische overheid dringend op te roepen om in de loop van de volgende maanden te komen tot een snelle en waarneembare verbetering op het vlak van respect voor de mensenrechten en vrijheid van meningsuiting ; daadkrachtige onderzoeken in te stellen naar gewelddadige aanvallen tegen mensenrechtenactivisten, journalisten en advocaten ; praktijken van mishandeling en foltering te vervolgen ; politiek gemotiveerde uitspraken in rechtszaken bestrijden en voldoen aan internationale maatstaven betreffende billijke rechtspraak en Russische steun aan mensenrechtenschendingen en oorlogsmisdaden in het buitenland, bijvoorbeeld door het leveren van wapentuig aan het Syrische regime, een halt toe te roepen ;

2. d'appeler les autorités russes à améliorer, dans les prochains mois, de façon rapide et sensible, la situation en matière de respect des droits des minorités sexuelles, en particulier en abrogeant la loi fédérale qui interdit la « propagande homosexuelle » et à lancer un plaidoyer identique dans les régions de Russie qui appliquent des lois analogues ; à intégrer la discrimination basée sur l'orientation sexuelle dans la législation anti-discrimination ; et à condamner et poursuivre en justice la violence homophobe ;

3. d'appeler le Comité olympique et interfédéral belge (COIB) à se prononcer sans équivoque contre les mauvaises conditions de travail des ouvriers et des travailleurs immigrés qui construisent les infrastructures sportives en vue des Jeux olympiques de Sotchi, et à être attentif à la prise en compte de la question de la durabilité lors du déboisement et de la construction des infrastructures ; d'exhorter les autorités russes et le COIB à établir des normes minimales contraignantes en matière de conditions de travail pour les ouvriers associés à la préparation des Jeux olympiques et à intervenir en cas d'irrégularités ;

4. d'inviter le Comité olympique et interfédéral belge (COIB) et le Comité international olympique (CIO) à demander aux autorités russes de prendre des mesures visibles supplémentaires en faveur du respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression, en particulier en ce qui concerne les déclarations concernant les « relations non traditionnelles », telles que l'homosexualité, faites par les athlètes, leur entourage, les journalistes et les visiteurs des Jeux olympiques ;

5. de ne pas assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques et de n'y envoyer aucun représentant de la Belgique si les autorités russes ne fournissent pas de preuves visibles de l'amélioration de la situation à l'égard du respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression, d'une justice équitable et de la lutte contre les violations des droits humains et les crimes de guerre à l'étranger ;

6. de soutenir en revanche par leur présence ou d'une autre manière, avant, durant et après les Jeux d'hiver, les activités de la société civile russe en faveur de la défense des holebis, des travailleurs migrants, de l'environnement ou des droits de l'homme en général ;

7. d'entreprendre des démarches afin que le Comité olympique et interfédéral belge (COIB) s'engage à ce que tous les produits fabriqués en vue de la participation aux Jeux olympiques, notamment les vêtements sportifs

2. de Russische overheid op te roepen om in de loop van de volgende maanden te komen tot een snelle en waarneembare verbetering op het vlak van respect voor de rechten van seksuele minderheden, niet in het minst door de federale wet in te trekken die « homoseksuele propaganda » verbiedt, en hetzelfde te bepleiten bij de Russische regio's die gelijkaardige wetten hebben ; discriminatie op basis van seksuele geaardheid op te nemen in antidiscriminatiewetgeving ; en homofobie geweld te veroordelen en te vervolgen ;

3. het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC) op te roepen zich ondubbelzinnig uit te spreken tegen slechte arbeidsomstandigheden voor de arbeiders en gastarbeiders die de sportfaciliteiten bouwen voor de Olympische Spelen in Sotsji en aandacht te hebben voor de duurzaamheidsaspecten bij de ontbossing en bouw van de faciliteiten ; de Russische overheid en het BOIC op te roepen om werk te maken van afdwingbare minimumstandaarden op het vlak van arbeidsomstandigheden voor de arbeiders die betrokken zijn met de voorbereidingen van de Olympische Spelen en op te treden tegen onregelmatigheden ;

4. er bij het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC) en Internationaal Olympisch Comité (IOC) op aan te dringen om de Russische overheid te vragen bijkomende waarneembare maatregelen te nemen ten voordele van de naleving van de mensenrechten en de vrijheid van meningsuiting, in het bijzonder wat betreft uitspraken over « niet-traditionele relaties » zoals homo-seksualiteit door atleten, hun entourage, de journalisten en bezoekers aan de Olympische Spelen ;

5. niet deel te nemen aan de openingsceremonie van de Olympische Spelen, of er vertegenwoordigers van ons land naartoe te sturen, indien de Russische overheid geen waarneembare verbetering voorlegt op het vlak van respect voor de mensenrechten en vrije meningsuiting, billijke rechtspraak en het bestrijden van mensenrechtenschendingen en oorlogsmisdaden in het buitenland ;

6. daarentegen middels hun aanwezigheid of op een andere manier activiteiten van het Russische middenveld ter verdediging van holebi's, migrantenwerkers, het milieu of de mensenrechten in het algemeen te ondersteunen voor, tijdens en na de Winterspelen ;

7. stappen te zetten opdat het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC) zich ertoe verbindt dat alle producten die zijn gefabriceerd met het oog op de deelname aan de Olympische Spelen, zoals sportkledij

et tous les objets dérivés, soient produits dans le strict respect des normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) ;

8. de demander au COIB de placer, sur tous les vêtements des athlètes belges, un appel au respect des droits de l'homme et aux droits des minorités sexuelles en Russie ; de souligner que les droits de l'homme sont universels et que cet appel n'est dès lors pas de nature politique ;

9. d'appeler les athlètes belges qui participeront aux Jeux olympiques à manifester — dans la ligne de la Charte olympique qui parle du « respect des principes éthiques fondamentaux universels » — leur attachement aux droits de l'homme et aux droits des minorités sexuelles, dans le cadre d'une déclaration commune ;

10. de demander au COIB de rejeter la candidature de villes-hôtes pour les Jeux olympiques lors de la procédure de sélection, s'il apparaît que le pays concerné viole l'esprit des principes fondamentaux de la Charte olympique, en particulier en ce qui concerne la non-discrimination et les droits de l'homme, ou ne peut garantir des conditions de travail correctes dans le cadre de la construction du site olympique ;

11. de féliciter Thomas Bach pour son élection au poste de neuvième président du CIO ;

12. de plaider auprès du CIO pour qu'il rejette la candidature de villes-hôtes s'il s'avère que le pays en question viole le sixième principe fondamental de la Charte olympique.

26 septembre 2013.

Benoit HELLINGS.
Mieke VOGELS.

en merchandising, zijn geproduceerd met volledige naleving van de ILO-normen ;

8. te vragen aan het BOIC dat het een oproep op de sportkledij van de Belgische atleten laat zetten voor de naleving van de mensenrechten en rechten van seksuele minderheden in Rusland ; te benadrukken dat mensenrechten universeel zijn en dergelijke oproep bijgevolg niet politiek van aard is ;

9. Belgische atleten die zullen deelnemen aan de Olympische Spelen op te roepen om — in de lijn van het Olympisch Handvest, dat verwijst naar « respect voor universele, fundamenteel ethische principes » — in een gezamenlijke verklaring hun gehechtheid aan de mensenrechten en de rechten van seksuele minderheden kenbaar te maken ;

10. het BOIC te vragen om kandidaat-gaststeden voor Olympische Spelen te weren tijdens de selectieprocedure als blijkt dat het betrokken land de geest van de fundamentele principes, in het bijzonder betreffende non-discriminatie en mensenrechten, van het Olympisch handvest overtreedt, of geen goede arbeidsomstandigheden kan garanderen voor de bouw van de Olympische site ;

11. Thomas Bach te feliciteren met zijn verkiezing tot negende voorzitter van het IOC ;

12. bij het IOC te bepleiten zelf gaststeden te weren als blijkt dat het land in kwestie het zesde fundamenteel principe van het Olympisch handvest overtreedt.

26 september 2013.